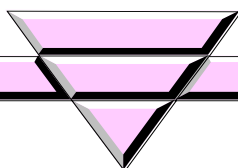


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Mairie de SAINT ANDRE DE CORCY
Place de Anciens Combattants
01390 SAINT ANDRE DE CORCY
Tél: 04.72.26.10.30



REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMES	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3 : PRIX	6
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	7
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	7
4.1- GARANTIE FINANCIERE	7
4.2- AVANCE	8
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	10
5.3 - TRANCHES OPTIONNELLES	10
5.4 - PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	10
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	11
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	11
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	11
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	12
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	12
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	12
ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	13
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE	15
9.4 - REGISTRE DE CHANTIER	15
ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION	15

ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	15
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	15
11.2 - EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	15
11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	15
11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	16
ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	16
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	16
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	16
12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	16
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	16
12.5 - TRAVAUX NON PREVUS	16
ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX	16
13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	16
13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	17
13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17
ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES	17
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	17
14.2 - GARANTIES PARTICULIERES	17
14.3 - ASSURANCES	17
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	18
ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE	18
ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	18
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : **SEPTEMBRE 2016**

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux seront divisés en tranches définies comme suit :

Tranche	Désignation
Tr. ferme	Rue de la Platière, Places des Anciens Combattants et Victor Hugo
Tr. optionnelle 1	RD n° 1083 et abords de la mairie et des écoles

Les travaux sont répartis en 2 lots :

Lot	Désignation
1	VOIRIE ET RESEAUX DIVERS
2	AMENAGEMENTS DE SURFACES ET PAYSAGERS

Le lot principal est le lot n° 1 : Voirie et Réseaux Divers.

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Tranche	Lot(s) concerné(s)
Tr. ferme	Lots n° 1 et 2
Tr.optionnelle 1	Lots n° 1 et 2

1.3 - Maîtrise d'œuvre

Lot n° 1 : Voirie et réseaux divers

AINTEGRA (mandataire)
590 chemin de la ZA des Métrillots
01250 MONTAGNAT

Tél. : 04.37.62.12.42- Fax. : 04.74.25.27.23 - Email : contact@aintegra.fr

Représenté par **Monsieur Nicolas BREVET** ou **Nicolas PENEZ**, co-gérant

Lot n° 2 : Aménagements de surfaces et paysagers

ATELIER FONTAINE (co-traitant)

La Bouvarde – Allée de la Mandallaz – 74370 METZ-TESSY / ANNECY

Tél. : 04.50.09.21.71 – Fax. : 04.50.09.83.91 – Email : contact@atelierfontaine.com

Représenté par **Monsieur Olivier FONTAINE, gérant**

La mission du maître d'oeuvre est une mission témoin au sens de la loi MOP comprenant :

AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR.

1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

L'Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC) propre à chaque lot est assuré par le maître d'oeuvre du lot concerné.

1.4 - Contrôle technique

Sans objet.

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par : **En cours de désignation**

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 2 : Pièces constitutives

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (*1 pour chaque lot*)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) (*pièce commune*)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés (*déclaration de travaux et réponses des concessionnaires de réseaux*) (*1 pour chaque lot*)
 - *Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009*

- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- Le bordereau des prix unitaires (1 pour chaque lot)
- Le détail estimatif (1 pour chaque lot)
- Le mémoire de l'attributaire du marché (1 pour chaque lot)

Article 3 : Prix

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables pour chacun des lots.

Les prix sont **révisés mensuellement** par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

Lot	Formule
01	$C_n = 15,00\% + 85,00\% [Z_1(I_{1n}/I_{1o}) + \dots + Z_n(I_{nn}/I_{no})]$
02	$C_n = 15,00\% + 85,00\% [Z_1(I_{1n}/I_{1o}) + \dots + Z_n(I_{nn}/I_{no})]$

dans laquelle $I_o, I_{1o}, \dots, I_{no}$ et $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$ sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n. Z_1, \dots, Z_n étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- $I_o, I_{1o}, \dots, I_{no}$: valeurs des index de référence au mois zéro,
- $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$: valeurs des index de référence au mois n,
- Z_1, \dots, Z_n : part de l'index par rapport à la partie variable exprimé en pourcentage (%).

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, sont les suivants :

Index	Libellé
EV3	Travaux de création d'espaces verts
EV4	Travaux d'entretien d'espaces verts
TP08	Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie – Base 2010
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobé – Base 2010

<i>Index</i>	<i>Libellé</i>
TP10A	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux – Base 2010

appliqués aux prix :

Tranche ferme

Lot	Index	Prix concernés
01	53,00% x TP08 + 20,00% x TP09 + 27,00% x TP10A	Tous les prix

Lot	Index	Prix concernés
02	EV3	Tous les prix sauf les prix n° D10 (secteur 1) et D9 (secteur 2)
	EV4	Prix n° D10 (secteur 1) et D9 (secteur 2)

Tranche optionnelle n° 1

Lot	Index	Prix concernés
01	62,00% x TP08 + 25,00% x TP09 + 13,00% x TP10A	Tous les prix

Lot	Index	Prix concernés
02	EV3	Tous les prix sauf les prix n° D9 (secteur 3 et 4)
	EV4	Prix n° D9 (secteur 3 et 4)

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant, **hormis sur le décompte final**, qui sera révisé en fonction du dernier index connu.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

Si le marché relatif à un lot, autre que celui ou ceux des titulaires affectés à la garde du chantier, est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G.-Travaux ; la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le(s) titulaire(s) du lot n° 1 et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

Le(s) titulaire(s) du lot n° 1 n'auront pas la charge des dépenses justifiées entraînés par cette garde.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Prescriptions particulières :

Le titulaire devra transmettre un projet de situation par mail ou télécopie pour validation au maître d'œuvre.

Outre les mentions citées précédemment, chaque demande de paiement devra être présentée de la manière suivante :

N° PRIX	DESIGNATION	UNITE	QUANTITES DU MARCHÉ	QUANTITES SITUATION	PRIX UNITAIRE	MONTANT TOTAL HT
------------	-------------	-------	------------------------	------------------------	------------------	---------------------

Les quantités cumulées pour chaque numéro de prix ne pourront pas dépasser 90 % de la quantité initiale fixée au détail estimatif, hormis validation expresse du maître d'œuvre.

Le solde des travaux fera l'objet d'une situation finale annexée au projet de décompte final, après métré contradictoire avec le maître d'œuvre et l'entreprise.

Projet de décompte final :

Le décompte final sera présenté de la façon suivante :

- une situation finale avec le montant du solde à payer,
- le décompte général et définitif récapitulatif de tous les états d'acompte et du solde

Les demandes de paiement seront établies en **un original et 1 copie** portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'objet du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les quantités prévues au marché et avenant éventuel ;
- les quantités réalisées et les montants correspondants ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement, pour chaque lot, devront parvenir à l'adresse suivante :

Lot n° 1 : Voirie et Réseaux Divers

AINTEGRA
590 chemin de la ZA des Métrillots
01250 MONTAGNAT
Tél. : 04.37.62.12.42 - Fax. : 04.74.25.27.23
Email : contact@aintegra.fr

Lot n° 2 : Aménagements de surfaces et paysagers

ATELIER FONTAINE
La Bouvarde – Allée de la Mandallaz – 74370 METZ-TESSY / ANNECY
Tél. : 04.50.09.21.71 – Fax. : 04.50.09.83.91 – Email : contact@atelierfontaine.com

5.1.2 – Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5.1.3 – Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de commande publique intègre (comme prévu par la loi du 28 janvier 2013), une indemnité forfaitaire de 40 €, qui sera due au bénéficiaire, de plein droit et sans autre formalité (sans qu'il soit tenu d'en faire la demande) dès le jour suivant l'expiration du délai de paiement.

5.1.4 – Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

5.2 - Modalités de règlement pour le lot n° 2 – Aménagements de surfaces et paysagers

Conformément aux prescriptions prévues dans le Bordereau des Prix Unitaires concernant la réalisation des prestations de l'entretien, il sera fait application des modalités de paiement qui y figurent.

Les paiements seront soumis à l'émission d'une fiche d'intervention qui sera transmise à chaque passage au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

La réalisation de l'entretien étant effectuée sur une durée de 12 mois, deux périodes de six mois sont déterminées. A l'issue du suivi et de la vérification des prestations effectuées pour chaque période, la facturation sera alors établie.

5.3 - Approvisionnements

Sans objet.

5.4 - Tranches optionnelles

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer les travaux des tranches optionnelles sont indiqués ci-après, à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

<i>Tranche optionnelle</i>	<i>Délai limite de notification</i>
Tr.optionnelle 1: RD n° 1083 et abords de la mairie et des écoles	12 mois

5.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
 - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P., le calendrier détaillé d'exécution est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation des délais sera décidée par le pouvoir adjudicateur lorsque le titulaire du marché constate une différence entre les plans fournis par les exploitants de réseaux et la réalité du sous-sol. Le pouvoir adjudicateur supportera seul les frais de ce retard. Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge du pouvoir adjudicateur.

6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire subira les pénalités journalières suivantes :

<i>Tranche</i>	<i>Pénalité journalière (en Euros)</i>
Tr. ferme: Rue de la Platière, Places des Anciens Combattants et Victor Hugo	500,00 Euros
Tr.optionnelle 1: RD n° 1083 et abords de la mairie et des écoles	500,00 Euros

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer les pénalités forfaitaires, en Euros, suivantes :

Tranche	Pénalité (en Euros)
Tr. ferme: Rue de la Platière, Places des Anciens Combattants et Victor Hugo	200,00
Tr. optionnelle 1: RD n° 1083 et abords de la mairie et des écoles	200,00

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

6.4 - Pénalités ponctuelle

Lot n° 2 : Aménagements de surfaces et paysagers

La pénalité ponctuelle consiste en une pénalité forfaitaire égale à 100 euros. Elle est applicable sur simple constat d'un des manquements suivants :

- mauvaises herbes dépassant 20 centimètres dans les massifs plantés,
- gazon d'une hauteur supérieure à 15 centimètres,
- résidus de coupes, taille ou emballages ou tas de feuilles non évacués dans les délais.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et le Bordereau des Prix de chaque lot fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières et Bordereau des Prix de chaque lot.

7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

Article 8 : Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du lot n° 1.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

8.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G. - Travaux.

8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

L'entrepreneur aura à sa charge durant la période de préparation d'effectuer le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, suivant les cartographies qu'il a reçues.

Cette prestation est réputée être rémunérée dans les prix du marché.

En outre, l'entrepreneur devra avertir le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre d'éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Tranche ferme : Rue de la Platière, Places des Anciens Combattants et Victor Hugo

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours, non comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Tranche optionnelle n° 1 : RD n° 1083 et abords de la mairie et des écoles

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours, non comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées à l'article 6.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Il est prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500,00 Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes : L'entreprise doit réaliser un Plan d'Assurance Qualité suivant les dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

9.4 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

Article 10 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 11 : Installation et organisation du chantier

11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

Emplacement mis à disposition pour l'évacuation des déblais :

Le maître d'ouvrage ne possède pas de zone de stockage.

L'entreprise devra faire son affaire de l'évacuation des matériaux, y compris des frais de mise en décharge.

11.3 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes :

Signalisation de chantier :

L'entreprise aura à sa charge la mise en place, l'exploitation et la surveillance de JOUR comme de NUIT de la signalisation de chantier.

Cette signalisation devra être conforme aux guides du SETRA.
Un plan de signalisation de chantier sera à établir par l'entreprise suivant les phases des travaux.
L'entreprise a la charge de l'adaptation, le déplacement et la mise en place suivant les phases des travaux.

11.4 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

- 5 exemplaires papier des plans de récolement
- 1 CD des fichiers au format dwg et EDIGEO/EDITOP

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité égale à 500,00 Euros par jours de retard sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 13 : Réception des travaux

13.1 - Dispositions applicables à la réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

Lot n° 1 : Voirie et Réseaux Divers

La réception de chaque tranche a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux la concernant ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Lot n° 2 : Aménagements de surfaces et paysagers

Une réception partielle a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de la tranche concernée hors prestation d'entretien ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

L'entrepreneur est tenu de procéder, pour chaque tranche, à la réalisation soignée de l'entretien des espaces verts pendant 12 mois à partir de la réception partielle des travaux.

La réception définitive aura lieu à l'issue des travaux d'entretien (12 mois).

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) du lot n° 1 de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

Article 14 : Garanties et assurances

14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle est conforme aux stipulations de l'article 42.3 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2 - Garanties particulières

Lot n° 2 : Aménagements paysagers et qualitatifs

L'entreprise est entièrement responsable de la bonne tenue des plantes et à la réalisation soignée de l'entretien sur une période de 12 mois, à compter de la réception partielle des travaux d'espaces verts pour chaque phase.

Pendant ces 12 mois, une garantie de reprise s'applique conformément aux stipulations définies dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les remplacements, s'il y a lieu des plants morts, ne donnent pas lieu à paiement à l'entrepreneur.

Une fiche d'intervention sera remise à chaque passage au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

14.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 15 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 16 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de LYON est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 18 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux
L'article 8.2 déroge à l'article 27.3 du C.C.A.G Travaux
L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux
L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux
L'article 9.4 déroge à l'article 28.5 du C.C.A.G.-Travaux
L'article 13.1 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux

Dressé par :

Lu et approuvé

Le :

(signature)